



---

*L'économie sans tabou* par Bernard Salanié

Le Pommier, 2004

**Claude Gamel**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/1674>  
ISSN : 1778-7440

**Éditeur**

IDEP - Institut d'économie publique

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 janvier 2005  
ISBN : 36-26-44-X  
ISSN : 1373-8496

**Référence électronique**

Claude Gamel, « *L'économie sans tabou* par Bernard Salanié », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 14 | 2004/1, mis en ligne le 04 janvier 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/1674>

---

# économie publique

études et recherches

Revue de l'Institut d'Économie Publique

Deux numéros par an

n° 14 - 2004/1



**économie**publique sur internet : [www.economie-publique.fr](http://www.economie-publique.fr)

© Institut d'économie publique – IDEP

Centre de la Vieille-Charité

2, rue de la Charité – F-13002 Marseille

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en France.

La revue **économie**publique bénéficie du soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

ISSN 1373-8496

Dépôt légal décembre 2004 – n° imprimeur 362644X

# note de lecture

---

## L'économie sans tabou

Bernard Salanié

Le Pommier, 2004

---

Claude Gamel\*

« Du début de notre crise économique jusqu'à 2004, le niveau de vie des Français, mesuré par le PIB par habitant, a ainsi malgré tout augmenté de 60 % » (p. 14). « Je vais pourtant essayer de montrer que la recherche du profit, bien loin d'être une dérive du capitalisme, est l'un des éléments les plus utiles au fonctionnement de notre économie » (p. 71). « Il est surtout insupportable que le protectionnisme agricole des pays ruine l'agriculture des pays les plus pauvres (à travers la PAC, mais aussi les *Farm Bills* américains ou les droits de douane astronomiques qu'applique la Japon) » (p. 148). « En fait l'impôt sur les successions prélève moins de 10 % du total des successions en France ; et ce chiffre serait encore plus faible si l'on prenait en compte la législation très favorable sur les donations entre vifs. Sur le plan éthique comme sur le plan économique, il paraîtrait pourtant justifié d'imposer plus lourdement ce qui est entièrement dû au hasard de la naissance (les héritages) que ce qui est au moins en partie imputable à l'effort personnel (les revenus, ou même le patrimoine à travers l'ISF) » (p.166).

Les citations précédentes – parmi bien d'autres – illustrent combien le contenu de l'ouvrage de Bernard Salanié est en phase avec son titre : abandonnant le langage du spécialiste, trop obscur pour le non initié, et ne cherchant pas à se réfugier dans la « complexité » des questions traitées pour éluder toute réponse, l'auteur prend position de manière claire et directe sur un certain nombre de thèmes qui sont souvent autant de sujets tabous dans le débat public français : de l'aggravation supposée des inégalités dans les années de crise à la recherche aveugle du profit, des ravages du libre échange aux idées toutes faites sur la fiscalité, le lecteur découvrira sur ces sujets et sur bien d'autres qu'il est vraiment dommage que le point de vue d'économistes à la fois compétents et pédagogues ne soit pas plus souvent entendu, si ce n'est écouté.

Pour parvenir à ses fins, Bernard Salanié, en croisant données chiffrées et indicateurs de mesure, corrige dès l'introduction de l'ouvrage deux préjugés particulièrement répandus, le premier sur « l'explosion » des inégalités en France, le

---

\*. GREQAM-IDEP, Université Paul-Cézanne. [claud.gamel@univ.u-3mrs.fr](mailto:claud.gamel@univ.u-3mrs.fr)

second sur son équivalent au plan mondial ; dans le premier cas, la réduction des inégalités s'est seulement interrompue depuis le début des années 80, dans le second les inégalités ont bien fortement augmenté jusqu'en 1950 mais se sont stabilisées depuis. L'auteur élargit ensuite son propos en divisant le corps de l'ouvrage en deux parties : la première est consacrée au contenu de la boîte à outils des économistes (« le fonctionnement d'une économie de marché ») et comporte six chapitres traitant successivement de l'offre et de la demande, de l'économie de marché, des prix, du profit, du chômage et des marchés boursiers ; la seconde partie expose, quant à elle, les usages que l'on pourrait faire des outils de l'économiste (« la politique économique ») dans six domaines essentiels : les échanges internationaux, la politique agricole commune, la redistribution des revenus et des richesses, la baisse du chômage structurel, la lutte contre la pollution et la régulation conjoncturelle.

La vulgarisation de l'analyse et de la politique économiques est un art très difficile, ainsi que l'expérimente, à chaque numéro, la rédaction de la revue *Economie Publique* qui tente, elle aussi, de mieux concilier la qualité scientifique et l'accessibilité au non spécialiste. C'est pourquoi un commentaire sur l'ouvrage de Bernard Salanié, « qui navigue nécessairement entre les deux écueils de l'incompréhensible et du caricatural » (p. 35), a naturellement sa place dans la présente revue. En tant qu'économiste universitaire, je puis attester que l'ouvrage ne sombre jamais dans la caricature, mais je suis évidemment moins bien placé pour évaluer si l'écueil de l'incompréhensible a pu aussi être évité. Même si, dans l'absolu, l'avis d'un lecteur non économiste eût été ici certainement préférable, une certaine expérience personnelle en matière de vulgarisation me conduit cependant à risquer quelques remarques confraternelles.

Bien que l'ensemble de l'ouvrage reste parfaitement accessible, la lecture de « L'économie sans tabou » m'a paru moins aisée sur les sujets où Bernard Salanié publie régulièrement le résultat de ses recherches que dans les domaines qui ne sont pas au centre de celles-ci. Le paradoxe n'est qu'apparent si l'on prend en compte le fait que la culture approfondie du chercheur spécialiste d'un domaine n'est pas forcément un avantage, lorsque l'écart de connaissances est maximal entre lui et le lecteur béotien. C'est ainsi, par exemple, que dans le chapitre 5 consacré aux « multiples formes du chômage », le changement de perspective dans le commentaire du tableau 1 sur l'emploi des 15-64 ans en 2002 peut dérouter le lecteur non averti (pp. 83-84) : si « près de 40 % de la population en âge de travailler est bien sans emploi » en France, il faut y inclure les chômeurs (critère : le non emploi), alors que le tableau 1, en juxtaposant taux d'emploi (61,1 %) et taux de chômage (10,1 %) est, quant à lui, construit sur le critère de l'activité et suggère que plus de 70 % de la population en âge de travailler est active. Le tableau et son commentaire ne sont évidemment pas contradictoires mais supposent connue du lecteur la définition de l'activité économique, laquelle inclut la situation des

actifs employés mais aussi, à nouveau, celle des chômeurs. Quoi qu'il en soit, cette remarque est trop ponctuelle pour mettre en question la clarté d'ensemble du chapitre.

À l'inverse, les chapitres 7 « Plaidoyer pour le libre échange » et 8 « La politique agricole commune » semblent, quant à eux, particulièrement réussis et on doit ici saluer la réelle performance de l'auteur : il fallait beaucoup d'audace pour rendre intelligibles des sujets souvent perçus par le profane comme absolument incompréhensibles : dans le chapitre 7, on trouve non seulement un exposé très clair des fondements ricardiens du libre échange et des limites des thèses protectionnistes, mais aussi une réfutation de la critique de la « mondialisation libérale » à partir d'une analyse approfondie de la crise économique et financière de l'Argentine dans la décennie 1980-90. Quant aux enjeux de la politique agricole commune, ils deviennent parfaitement limpides en dépit de la très grande complexité de ses mécanismes, lesquels fournissent une autre illustration difficilement soutenable des thèses protectionnistes, en même temps qu'une exception peu justifiable au libre échange. L'échec en 2003 des négociations de Cancun dans le cadre de l'OMC est donc d'une réelle gravité, lorsqu'on prend conscience par exemple que « l'aide à la vache » accordée par l'Union européenne est supérieure au revenu moyen de la moitié la plus pauvre des habitants du globe » (p. 149).

Je voudrais prolonger ce rapide commentaire en soulignant l'importance et l'intérêt didactique de la première partie et notamment des chapitres 2 à 4 consacrés respectivement aux « vertus de l'économie de marché », au « rôle des prix » et au « profit, moteur du changement ». Ils constituent l'ossature de l'exposé par l'auteur du fonctionnement de l'économie de marché et sont par nature plus abstraits et plus difficiles d'accès que les applications développées dans la deuxième partie. Dans cette optique, le chapitre 2 est tout à fait fondamental puisque se trouvent à la fois rappelées l'efficacité de principe des mécanismes du marché et les défaillances notoires qui justifient par exceptions les interventions de l'État dans le champ spécifique de l'économie publique. Deux remarques d'inégale importance semblent ici utiles :

- En ce qui concerne les défaillances du marché, biens publics, externalités et monopoles naturels sont tour à tour évoqués, les externalités faisant même l'objet d'un prolongement dans le chapitre 11 (La lutte contre la pollution), les monopoles naturels n'étant définis brièvement qu'en note de bas de page (p. 58). De manière moins habituelle est également considéré comme défaillance du marché un fonctionnement non concurrentiel de celui-ci (ententes, concentration excessive), qui est plus une défaillance de la concurrence sur le marché, de ce fait moins grave que les défaillances absolues auxquelles le marché ne peut faire face : dans le premier cas, une simple régulation par les autorités publiques compétentes suffit en principe à restaurer la concurrence entre acteurs du marché alors que, dans les autres

cas, la puissance publique doit plus ou moins se substituer à eux, le marché étant tout à fait incapable de fonctionner.

- En ce qui concerne la démonstration de l'efficacité de principe du marché, Bernard Salanié s'appuie sur une présentation schématisée du premier théorème fondamental de l'économie du bien-être mettant en jeu un groupe de « personnes téléportées pendant leur sommeil dans une île » – la Parétie – où ces « Parétiens » vont devoir refaire leur vie (pp. 52-53). Et l'auteur de souligner ainsi que l'équilibre général de marchés concurrentiels permet d'atteindre un état social optimal au sens de Pareto, état par rapport auquel l'intervention publique « ne peut en aucune façon améliorer le sort de tous les Parétiens » (p. 55). Plutôt que de privilégier ainsi la notion d'équilibre de la microéconomie classique, il aurait probablement été plus facile de souligner en termes évolutionnistes la supériorité de la coordination décentralisée des activités économiques par le marché (traitement sélectif des informations pertinentes, contrats mutuellement profitables, prix comme signaux incitatifs). Sans que la référence à Hayek – en sus de Schumpeter explicitement cité (p. 80) – soit ici absolument nécessaire, la supériorité de « l'ordre social spontané du marché » à toute forme « organisée » de l'économie aurait pu être ainsi encore mieux étayée. Une telle démarche semblait d'autant plus naturelle que Bernard Salanié complète sa propre démonstration en rappelant à de multiples reprises l'échec de toute forme de coordination centralisée des activités économiques par la planification : « ruse de l'histoire, écrit-il notamment (p. 79), le capitalisme a battu le socialisme scientifique parce que c'était lui qui avait une approche scientifique, fondée sur l'expérimentation décentralisée et l'apprentissage ».

Notons enfin que la taille de l'ouvrage ne permettait certes pas d'être exhaustif sur les multiples questions économiques sur lesquelles l'actualité attire notre attention, mais c'est l'un des mérites de l'ouvrage que d'aiguiser la curiosité intellectuelle du lecteur, tant sont déjà nombreux les exemples ponctuels et concrets que Bernard Salanié éclaire de sa réflexion : de la baisse de la TVA sur la restauration (pp. 42-49) au dysfonctionnements du système français de santé (pp. 67-68), en passant par la réforme de l'indemnisation du chômage des intermittents du spectacle (pp. 32-33), le lecteur non initié a déjà de multiples occasions de se convaincre de la fécondité, pour comprendre le monde dans lequel il vit, d'une analyse économique trop souvent négligée, voire ignorée.

C'est pourquoi, dans le dernier chapitre de l'ouvrage consacré à « la régulation conjoncturelle », on peut regretter que l'auteur, toujours rigoureux sur le fond, ne prenne pas pour autant position de manière aussi incisive que dans les autres chapitres : sur la politique monétaire et le bilan de la création de l'euro, comme sur la politique budgétaire et l'avenir du pacte de stabilité et de croissance, Bernard Salanié se montre très prudent, sans que l'on puisse réellement deviner le fond

de sa pensée à l'égard de ces deux outils majeurs de la régulation économique en Europe. De la même manière, on aurait aimé connaître son point de vue éclairé sur la réforme des 35 heures ; celle-ci n'est évoquée qu'en quelques mots à travers son incidence sur la hausse très forte du SMIC horaire, en partie compensée par de nouveaux allègements sur les bas salaires (p. 179).

Au total, les quelques observations précédentes ne remettent évidemment en cause ni la qualité intrinsèque de l'ouvrage, ni l'intérêt de le mettre entre les mains de tout « honnête homme » de ce siècle, curieux des questions économiques mais insatisfait de l'insuffisante rigueur qui leur est trop souvent réservée. La présente note de lecture sur « L'économie sans tabou » se veut surtout une introduction au débat plus vaste sur les voies et moyens de vulgariser l'économie ; il s'agit là d'un problème que la corporation des économistes aurait tout intérêt à mieux prendre en compte dans le sillage de Bernard Salanié, si elle veut éviter de développer des analyses toujours plus raffinées devant des auditoires de plus en plus clairs-més. À cet égard, le travail de Bernard Salanié ouvre une voie que bien d'autres économistes reconnus devraient à sa suite emprunter.

---

*L'économie sans tabou*, Bernard Salanié.  
Préface d'Edmond Malinvaud.  
Le Pommier, juin 2004, 211 pages.